

# Le pouvoir aux travailleurs

20 NOV. 1995

N° 31

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES AFFRONTEMENTS ENTRE BAULES ET BÊTE: PDCI, FPI, RDR, TOUS RESPONSABLES .....	2 - 3
- PLANTATIONS DE BANANES, NOUVELLE FORME D'ESCLAVAGE! .....	4
- EPIDEMIE DE CHOLERA: CELA EN DIT PLUS LONG QUE TOUT AUTRE DISCOURS SUR L'ETAT DU PAYS .....	5
- LEGISLATIVES: BEAUCOUP DE CANDIDATS POUR LA SOUPE! .....	5 - 6
- ELECTION PRESIDENTIELLE: J'Y SUIS, J'Y RESTE .....	6 - 8
<u>NIGERIA:</u>	
- UN REGIME CRIMINEL QUI ASSASSINE LES OPPOSANTS .....	8
<u>ALGERIE:</u>	
- AU LENDEMAIN DU SCRUTIN PRESIDENTIEL ...	9

**LES AFFRONTEMENTS  
ENTRE BAOULES ET BETES:  
PDCI, FPI, RDR,  
TOUS RESPONSABLES!**

Les dernières élections présidentielles se sont déroulées dans un contexte marqué par des affrontements ethniques, notamment entre Baoulés et Bétés. Guibéroua et Soubré ont été les principaux théâtres de ces événements. Mais d'autres lieux comme Gagnoa, Ouragahio ou San Pédro ont été aussi touchés, même si c'était avec moins d'ampleur.

Au décompte final, les conséquences de ces affrontements ont été désastreuses. Le bilan officiel qui en a été communiqué fait état de 23 morts, 17 disparus et 30 blessés. Quelque 345 campements de planteurs ont été saccagés, pillés et 233, incendiés. Il semble qu'il y ait près de 8 000 Baoulés qui ont quitté leurs plantations, dont 4 715 sont encore des "réfugiés" à Gagnoa. A cela, il faut encore ajouter la haine, la rancœur et tous les autres sentiments bas suscités entre les deux communautés et qui mettront du temps avant de disparaître.

D'où viennent ces événements ? Au cours d'une conférence de presse rapportée par le journal "Le Jour", selon Laurent Gbagbo, le leader du FPI, ces événements auraient pour source "un fait divers banal" qui aurait opposé un jeune baoulé à un de ses amis bété. Les deux amis se seraient battus pour une histoire de 1000 F que le premier devait au second. Il s'en est alors suivi des disputes et des bagarres entre une partie des habitants du campement et ceux du village. Et, toujours selon Gbagbo, cet affrontement entre 2 individus, qui aurait pu être un simple incident a suffi pour mettre le feu aux poudres à cause de l'exploitation mensongère qu'en a faite le pouvoir qui, par une dépêche, a laissé dire que "les Bétés étaient en train de massacrer les Baoulés" et qu'il y aurait "18 morts". En d'autres termes, le leader du FPI accuse le pouvoir d'avoir sciemment diffusé une fausse information dans le but de semer la panique au sein des populations baoulés et d'être ainsi à l'origine des affrontements ethniques.

La plupart des partis de l'opposition, notamment ceux qui sont membres du Front Republicain, partagent cette version des faits donnée par le leader du FPI. Mais évidemment, c'est un autre son de cloche que l'on entend du côté du pouvoir et du PDCI. Pour ces derniers, les affrontements entre Baoulés et Bétés sont la conséquence du mot d'ordre de "boycott actif" lancé par l'opposition invitant la population à ne pas participer aux élections présidentielles. Dans les colonnes de Fraternité Matin et d'Ivoir Soir, le FPI a été accusé de vouloir prendre le pouvoir par les armes. Pendant des jours, sur les écrans de la télévision, on a abondamment montré les images des populations baoulés déplacées, avec l'intention manifeste de montrer qu'il y avait chasse à l'homme, que les militants bétés de l'opposition s'en prenaient aux paysans baoulés pour avoir osé ou voulu voter.

S'il est vrai que l'enjeu des élections présidentielles n'est pas sans rapport avec ces événements, ceux-ci, quels qu'en aient été les mobiles circonstanciels, tirent surtout

leur origine d'une politique générale, criminelle, dont sont responsables aussi bien les tenants du pouvoir que les dirigeants de l'opposition.

En effet, si du temps de Houphouët le pouvoir, tout en s'appuyant sur le clan akan, notamment baoulé, avait en même temps une apparence unitaire, ce n'est plus le cas depuis l'arrivée de Bédié à la tête de l'Etat. Devant le mécontentement populaire grandissant mais aussi la contestation née au sein de son propre parti, donc d'une partie de son électorat, pour se maintenir au pouvoir, la clique baoulé qui dirige le pays depuis plus de trente ans s'affirme comme ouvertement tribaliste et régionaliste. Elle entretient une psychose de la peur au sein des populations baoulés. S'affichant comme dépositaire des intérêts de celles-ci, elle présente l'opposition, toutes tendances confondues, comme une menace des Bétés ou des Nordistes, tous revanchards, qui voudraient arracher le pouvoir aux Baoulés. C'est en réalité cette idéologie-là qui se cache derrière le concept fumeux de "l'ivoirité" qui donne son fondement au code électoral xénophobe et réactionnaire pondu par Bédié et Bombet.

Les partis de l'opposition, notamment les grosses pointures, le FPI et le RDR, utilisent des gammes différentes mais jouent eux aussi la même partition que le PDCI. A leur manière, dans la lutte qui les oppose au pouvoir, ils participent aussi à la division des populations sur des bases ethniques ou régionalistes. Même s'ils ne le disent pas ouvertement, ils ne laissent pas moins entendre que si les choses ne marchent pas, c'est à cause des Baoulés en général, sans distinction aucune, comme si un ouvrier baoulé ou un paysan pauvre appartenant à cette ethnie aurait une quelconque responsabilité dans la politique de Bédié et autres dont il est justement une victime ! Inversement, pour leurs besoins de clientélisme, ces partis utilisent aussi les mêmes arguments que le PDCI : le FPI s'affiche volontiers comme défendant d'abord les intérêts des populations bétés alors que le RDR prétend incarner les aspirations des populations musulmanes du Nord appelées communément "Dioulas".

Voilà le terreau politique sur lequel les uns et les autres sèment la division entre les populations et qui, à la faveur des dernières élections, a conduit aux affrontements entre Baoulés et Bétés dans la région de Gagnoa ! Les populations n'ont évidemment aucun intérêt à entendre les sirènes de haine et de division entre les pauvres qu'entonne l'un ou l'autre camp, étant donné que tous ces partis, le PDCI, le FPI, le RDR ou autres, sont au service des riches et défendent rigoureusement les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie.

L'opposition fondamentale dans la société n'est pas entre Baoulés et Bétés, ou Baoulés et "Dioulas". L'opposition fondamentale, c'est celle qui existe entre riches et pauvres, exploités et exploités. C'est pourquoi, pour que, comme au Rwanda, ils ne soient pas entraînés par les politiciens du pouvoir et de l'opposition dans des guerres ethniques, fratricides, criminelles où ils seront les principales victimes, quel que soit le camp qui l'emportera, il est d'intérêt vital que les travailleurs et l'ensemble des opprimés, baoulés, bétés, "dioulas" ou autres, s'unissent, se défendent collectivement contre tous les riches, y compris ceux de leur ethnie, région ou religion. C'est aussi la seule façon pour qu'ils se fassent respecter, accèdent aux libertés fondamentales et améliorent leurs conditions de vie.

## PLANTATIONS DE BANANES, NOUVELLE FORME D'ESCLAVAGE!

Dans un article intitulé "La nouvelle traite des Nègres", le journal "Le Jour" daté du 10 novembre a raconté les conditions de travail insupportables et l'exploitation impitoyable dont sont victimes les ouvriers agricoles dans les plantations de bananes de la commune d'Azaguié, à une quarantaine de kilomètres d'Abidjan.

Il ressort de cet article que le monopole de l'exploitation des bananes est entre les mains "d'expatriés" tels que Blondey, Perachi, Dosquet, Jean Eglin, etc. Le plus gros planteur dans cette région est Jean Eglin qui emploie à lui tout seul plus de 1.000 "manoeuvres".

Les ouvriers agricoles travaillent 15 heures par jour, 6 jours par semaine. Le tout, pour un salaire de 25.000f par mois. Pourtant, la loi fixe le salaire minimum de l'ouvrier agricole à 36.000f par mois durant les six premiers mois et ensuite il doit être de 56.426f par mois (pour normalement 40 heures de travail par semaine).

Toujours selon le journal Le Jour, "la question de l'amélioration des conditions de vie du travailleur est un sujet tabou". "Tous ceux qui osent l'aborder y laissent leur peau", chez ce Jean Eglin.

Ainsi, un ouvrier du nom de Tiga Koffi a été licencié sans droit après 27 ans de travail à la plantation Eglin et, de plus, mis en prison, sous la simple accusation d'avoir emporté quelques bananes pour sa consommation.

C'est cela le capitalisme! Le patron exploite l'ouvrier à mort. Il s'enrichit sur le dos de celui-ci pendant des années. Et quand il a fini d'exploiter la force de travail de l'ouvrier, il

s'en débarrasse sous un prétexte quelconque. Une fois que le citron est pressé, on jette l'écorce, c'est bien connu.

Les juges et autres autorités administratives trouvent cela normal. Ils sont là justement pour défendre l'exploitation capitaliste, protéger les riches et permettre à ceux-ci de s'enrichir en toute tranquillité. Ces gens-là, quand ils en ont les moyens, ils sont eux-mêmes directement des exploitateurs. Combien de ministres et de hauts fonctionnaires ont des plantations de cacao, de café ou même de bananes, peut-être à côté de celles des Jean Eglin?

En d'autres termes, tous ces gens appartiennent à un même monde, celui des exploitateurs. Ils s'entendent comme des larrons en foire et se protègent réciproquement face aux exploités. Pour eux, un travailleur, un pauvre n'a aucun droit, à part celui de se faire exploiter.

C'est pourquoi, les travailleurs ne doivent compter sur aucune justice, aucune législation quelconque pour se défendre contre les patrons et les riches. Ils ne peuvent compter sur personne d'autre qu'eux-mêmes. Ils ne peuvent compter que sur leurs luttes collectives et permanentes. C'est la seule façon de défendre leur dignité en faisant respecter leurs droits.

C'est en s'engageant dans cette voie, c'est-à-dire en développant leurs luttes contre les riches jusqu'au bout qu'ils pourront mettre fin à la barbarie capitaliste, en renversant le pouvoir des riches, en expropriant les expropriateurs, en arrachant des mains de la bourgeoisie toutes les richesses accumulées pour la satisfaction des besoins de tous.

EPIDEMIE DE CHOLERA :

39 MORTS DANS LA REGION DE BIANKOUMA  
CELA EN DIT PLUS LONG QUE TOUT AUTRE  
DISCOURS SUR L'ETAT DU PAYS

Si l'on devait croire aux déclarations de nos politiciens et aux commentaires des journalistes et autres griots de pouvoir, nul doute qu'on serait dans le meilleur des mondes possibles ! Utilisant abusivement les médias de l'Etat, c'est tous les jours qu'ils profitent de la moindre occasion, du moindre prétexte pour essayer désespérément de démontrer que tout va bien dans ce pays. Une simple visite d'un bourgeois quelconque à la recherche de maximum de profit et voilà "la Côte d'Ivoire en marche !", "l'éléphant d'Afrique !". Un forum d'investissement ? Et ça y est : "le développement est amorcé!", "des milliards qui pleuvent sur le pays!", etc.

Mais derrière la

fanfaronnade mensongère de ces commis, grands et petits, au service de la bourgeoisie, il y a la réalité des faits têtus qui, eux, disent les choses telles qu'elles sont sans chercher à les farder. A ce propos, plus que tout autre indice, l'épidémie de choléra qui vient de faire 39 morts dans la région de Biankouma situe les choses à leur juste mesure et montre le degré réel du sous-développement de la Côte d'Ivoire. Que de nos jours encore les populations de ce pays souffrent et meurent du choléra, une maladie du Moyen Age, est la preuve irréfutable du sous-développement et de la pauvreté ! Les différents larbins des riches ont beau pavoiser que cela n'y change rien!

LEGISLATIVES :  
BEAUCOUP DE CANDIDATS  
POUR LA SOUPE!

Les législatives du 26 novembre devraient permettre d'élire en tout 175 députés. Mais s'il n'y avait pas une foule de candidats à l'élection présidentielle, ne serait-ce que parce que le PDCI qui avait tout verrouillé n'avait laissé aucune chance aux partis concurrents, pour les législatives, par contre, il y a un nombre impressionnant de candidats.

Le PDCI, à lui seul, avait plus de 800 candidats à la candidature! Contrairement à ses traditions qui consistaient à désigner des candidats, il était

alors contraint d'organiser des primaires. Certains, tels Adama Sanogo (député-maire sortant d'Abobo), Léopoldine Coffie, présidente nationale de l'UFPDCI (Union des Femmes PDCI) ou encore Karamoko Amara (député-maire de Mankono) ont été battus aux élections primaires.

Mais la direction du PDCI a foulé au pied les choix des militants de base pour maintenir ces candidats en lieu et place de ceux qui étaient élus aux primaires. Comme quoi, habitué depuis longtemps aux pratiques anti-démocratiques, ce parti a

du mal à respecter la volonté majoritaire en son propre sein.

Du côté de l'opposition, le Front Républicain, qui était encore hier uni contre le PDCI au sujet du code électoral, avait aussi bien du mal à contenir les ambitions personnelles des uns et des autres. Il participera donc aux législatives en ordre dispersé. Ainsi, par exemple, le FPI présente 175 candidats, et le RDR une centaine. Ces partis de l'opposition ne sont pas seulement en concurrence avec le PDCI, mais aussi entre eux-mêmes, alors qu'ils ont tous à peu près le même programme. Mais cela n'est pas contradictoire. Car tout étant tous dans l'opposition, cela ne les empêche pas de défendre avant leurs intérêts personnels.

Ici et là, il y a eu des bagarres, pas seulement au figuré, mais aussi au sens physique du terme. Au PDCI, selon certains journaux, il y aurait eu des blessés à la suite des bagarres entre candidats. Des candidats, (ceux du PDCI et de l'opposition) qui n'avaient pas l'appui de leur parti ont choisi de se présenter quand même en

tant qu'"indépendants".

Pendant ce temps, avant même que ne commencent les législatives, le PDCI a tenu à éliminer certains candidats de l'opposition qui avaient des chances de lui ravir quelques sièges. C'est ainsi que Gbagbo ne se présentera pas à Ouragahio dont il est le député sortant. En effet, il n'y aura pas des élections sous prétexte que les tensions entre Bétés et Baoulés rendent difficile la tenue de celles-ci. C'est ainsi aussi que la candidature de Djény Kobina n'a pas été retenue, parce que le PDCI a "découvert" au dernier moment que celui-ci ne serait pas Ivoirien!

Ainsi, non seulement entre les partis, mais aussi au sein de chacun d'eux, les ambitions des uns et des autres provoquent déjà des bagarres qui en annoncent d'autres. La seule perspective qui intéresse vraiment tous ces gens-là est celle d'avoir un salaire supplémentaire -plus de 800.000F par mois- sans compter la possibilité de se servir du titre de député pour faire des affaires douteuses -y compris sur le dos du peuple.

**ELECTION PRESIDENTIELLE:  
J'Y SUIS, J'Y RESTE**

A l'élection présidentielle du 22 octobre dernier, Henri Konan Bédié a obtenu plus de 96% des voix. Il y a de quoi rendre jaloux certains dictateurs comme Mobutu, Eyadéma ou Bongo, habitués à ce genre de score au temps des régimes de parti unique. Bédié et son gouvernement ont tout mis en oeuvre pour obtenir un tel résultat pour le moins caricatural.

Ainsi, par exemple, alors que Bédié n'avait pas écarté dans un premier temps l'éventualité d'une candidature d'Alassane Ouattara à l'élection présidentielle, il a découvert

brusquement que celui-ci ne serait pas de nationalité ivoirienne. Puis, comme il n'était pas sûr de sa "découverte", il a ajouté qu'il faudrait avoir résidé cinq ans sans interruption en Côte d'Ivoire pour être candidat à l'élection présidentielle. Ces conditions ont été votées sous forme de "nouvelle" loi électorale par un parlement en majorité écrasante à sa "disposition".

Ces dispositions lui ont permis d'écartier de la course présidentielle le candidat qu'il craignait le plus, l'ancien

premier ministre Alassane Ouattara, qui est depuis deux ans aux USA en tant que directeur général adjoint du FMI. Les partis d'opposition, regroupés au sein du Front Republicain, qui voulaient faire d'Alassane Ouattara leur candidat, n'ont pu obtenir l'amendement du code électoral -malgré leurs protestations, parfois réprimées de façon sanglante comme celle du 2 octobre.

Alors, le Front Republicain a appelé à un "boycott actif" pour empêcher la tenue de l'élection présidentielle. Là aussi, il y a eu une répression sanglante entraînant plusieurs morts. Mais l'aspect le plus odieux de ces élections était le fait que les dirigeants au pouvoir et ceux de l'opposition n'aient pas hésité à dresser des ethnies (en l'occurrence Bétés et Baoulés) les unes contre les autres, provoquant ainsi plusieurs dizaines de morts.

Le boycott actif, tout comme les affrontements du 2 octobre, a pris une ampleur particulière, parce que, au-delà du problème du code électoral, ceux qui bravaient les forces de l'ordre ont tenu à exprimer surtout leur colère contre la misère et les injustices dont ils sont victimes.

Face à cette situation un peu confuse que le gouvernement avait bien du mal à maîtriser, celui-ci n'était même pas sûr de compter sur la loyauté de l'armée en cas de nécessité. En effet, l'ancien chef d'Etat-major, le général Gueï, laissait ouvertement entendre que l'armée devait se tenir à l'écart des élections. Cela a suffi au gouvernement pour le considérer comme un allié peu sûr, et pour l'écarter de la tête de l'armée, à la veille même des élections, sous prétexte qu'il fomentait un coup d'Etat.

Le PDCI était prêt à tout pour garder le pouvoir. Et s'il y a une chose dont il était sûr avant même d'organiser les élections, c'était bien de se

maintenir à la tête de l'Etat. Car non seulement tous ceux qui, depuis plus de trente ans, se sont enrichis en se servant de l'appareil d'Etat d'une manière ou d'une autre, mais aussi tous ceux qui doivent au PDCI un privilège quelconque lient leur sort à ce parti. Non pas parce qu'ils craignent que l'accession d'un parti de l'opposition au pouvoir à la place du PDCI leur fasse perdre des richesses déjà acquises. Non! opposition ou pas, ils appartiennent tous au même monde, celui des riches. Les dignitaires du PDCI s'accrochent tout simplement à un moyen légal -l'appareil d'Etat- qui leur permet de piller, de détourner les fonds publics, de "surfacturer", etc.

Quand Bédié parle du "progrès pour tous" et du "bonheur pour chacun", il parle uniquement au nom des riches. Et c'est d'ailleurs comme cela que le comprennent tous ceux qui voient en lui leur porte-parole. Tous ces gens ont fait bloc derrière lui pour qu'il garde le pouvoir. Si l'opposition dans son ensemble avait refusé de participer à l'élection présidentielle (ce qui n'était pas tout à fait le cas), ils auraient été prêts à organiser cette élection avec un seul candidat -le leur, comme Compaoré par exemple l'avait fait au Burkina, il y a quelques années.

Mais pour donner une certaine satisfaction à des puissances protectrices comme la France qui tenaient quand même à ce que leur protégé du moment, le PDCI, sauve les apparences, celui-ci a aidé Wodié, candidat d'un petit parti, peu connu en dehors de certains milieux d'Abidjan, à se présenter à côté de Bédié, de sorte que ces deux candidats formaient plus un tandem qu'ils n'étaient en compétition. Mais l'essentiel était de donner l'impression qu'il y avait un choix à faire lors de la récente élection présidentielle.

Cette élection a commencé

comme une farce, mais elle s'est achevée comme un drame sanglant. Car pour remonter dans son fauteuil présidentiel qu'il a

momentanément quitté pour mener sa "campagne électorale", Bédié a pris un escalier encombré de cadavres.

### NIGERIA: UN REGIME CRIMINEL QUI ASSASSINE LES OPPOSANTS

Le 10 novembre dernier neuf opposants nigériens ont été condamnés à mort et pendus par le régime du général Abacha. Tous étaient membres du Mouvement pour la Survie du Peuple Ogoni (MOSOP) et parmi les victimes il y avait Ken Saro-Wiwa, un écrivain bien connu pour son opposition au régime militaire.

Les autorités militaires accusent ces opposants d'être responsables du meurtre de quatre personnalités ogonies proches du régime. Abacha et le tribunal à sa solde ont trouvé des prétextes pour les condamner. Mais en réalité, ce qui a valu leur condamnation à mort c'est leurs dénonciations de la politique des trusts pétroliers sur les dégâts écologiques que provoque l'exploitation sauvage de champs pétrolifères dans le delta du Niger et plus particulièrement dans la région Ogoni.

Le MOSOP dénonçait la pollution provoquée sur le fleuve Niger par les déchets pétroliers vivant ainsi la population de vivre des produits de la pêche. Dans pas mal d'endroits, la terre est devenue impropre à la culture tellement elle est imprégnée de déchets toxiques. Ce sont de telles choses que dénonçait Ken Saro-Wiwa. Il dénonçait aussi la complicité du régime avec les trusts pétroliers dont le plus influent est la compagnie anglo-néerlandaise Shell. C'est elle qui contrôle la moitié de la production du pétrole nigérien. Et le Nigéria est le cinquième producteur de pétrole dans le monde. Ces opposants étaient devenus gênants pour la bonne marche de la politique de la dictature militaire d'Abacha et des affaires des compagnies

pétrolières.

Les hommes politiques nigériens, les dirigeants militaires du pays, profitent grassement des subsides que leur laissent les trusts pétroliers. Et justement le rôle qui leur incombe c'est de laisser dilapider les richesses du sous-sol pendant que la population vit dans la misère.

La condamnation à mort de ces opposants a eu une petite répercussion dans les médias, grâce notamment à des écrivains et des opposants nigériens réfugiés en Angleterre, et cela, juste au moment où les pays membres du Commonwealth se réunissaient au sommet. Alors dans ce contexte, les dirigeants des pays impérialistes comme l'Angleterre ont hypocritement protesté contre ces condamnations dans un pays membre du Commonwealth. Mais ils ne trompent personne.

Car en fait, l'Angleterre ainsi que la France et les Etats Unis sont directement responsables de ce qui se passe au Nigéria. Ce sont leurs sociétés pétrolières, les SHELL, ELF et compagnie qui ont décidé l'assassinat de Ken Saro-Wiwa et huit de ses partisans. Et les ordures en uniforme qui sont à leur solde n'ont fait qu'exécuter leurs crimes. Ces trusts n'en sont pas à leurs premiers assassinats. Au contraire, toute leur fortune et celle, en général, des grands groupes capitalistes ont été bâties sur des guerres criminelles, des massacres, du pillage du monde entier et de la destruction systématique de la nature.

---

## L'ALGERIE AU LENDEMAIN DU SCRUTIN PRESIDENTIEL

---

D'après les chiffres officiels, environ 12 millions d'Algériens se sont rendus aux urnes sur un total de 16 millions d'inscrits.

Le général Zéroual a été reconduit dans ses fonctions avec 61% de suffrages exprimés. La FFS (Fédération des Forces Socialistes), le FLN (ancien parti unique au pouvoir jusqu'en 1991) et le FIS (Front Islamique du Salut) avaient appelé au boycott. D'ailleurs ils avaient signé en janvier dernier à Rome une plate-forme commune. Les "fous d'Allah" promettaient même des "représailles sanglantes" à ceux qui se rendraient aux urnes.

Eh bien on peut dire (du moins au vu des résultats officiels) que la population algérienne a passé outre, excepté dans les fiefs islamistes, aux menaces des groupes armés, qu'ils se réclament de l' AIS ou du GIA. Ce scrutin traduit en quelque sorte la volonté d'opter contre l'intégrisme.

Malheureusement l'Algérie d'après les élections risque d'être exactement dans la même situation qu'avant sinon pire. L'armée qui est la protectrice des intérêts des riches se prévaudra du plébiscite accordé par les urnes pour accentuer sa répression. C'est cette répression qui frappe la jeunesse pauvre et désœuvrée des quartiers miséreux.

C'est cette situation de dictature militaire et de

violence d'Etat qui fournit chaque jour les recrues qui grossissent les rangs des groupes armés islamistes.

La situation de crise politique en Algérie découle de la crise économique. De ce point de vue, les élections ne changeront rien au sort des travailleurs et de la population pauvre en général.

En accord avec le FMI, une nouvelle dévaluation du Dinar et des plans de licenciement sont déjà programmés par le pouvoir. Toutes ces mesures vont faire basculer encore plus de gens dans la détresse et risquent de les jeter dans les bras des terroristes islamistes.

La dictature militaire ou la barbarie islamiste qui semblent s'opposer aujourd'hui et prennent l'Algérie en tenailles, peuvent s'entendre, dialoguer pour cohabiter demain, pour peu que les différentes composantes des classes dominantes qui soutiennent les uns et les autres l'estiment plus conforme à leurs intérêts.

C'est pourquoi il est vital et urgent, en Algérie comme plus généralement dans tous les pays frappés par la crise capitaliste, que les travailleurs se donnent eux aussi un outil de classe, le parti qui offrira à toute la jeunesse pauvre et aux déshérités les moyens de lutter pour un autre avenir.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.